DÉPARTEMENT DE L'YONNE

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU GÂTINAIS EN BOURGOGNE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

PROCES-VERBAL
SÉANCE DU 29 JUIN 2026

SAINT-VALÉRIEN

L'an deux mil vingt-six, le 29 juin à 9 heures trente, le Conseil communautaire s'est réuni, au foyer socio-éducatif de Saint-Valérien, sur convocation et sous la présidence de Jean-François CHABOLLE.

Date de convocation : 15 juin 2026

Présents : Alain ARNAULT, Philippe DE NIJS, Christian BENARD, Christine AITA, Jean-Loup COUTURIER, Christelle NOLET, Christian DESCHAMPS, Bernadette DOUBLET, Frédéric NIESING, Laurent BOULMIER, Nadia LEITUGA, Loïc BARRET, Estelle ROGER, Fred JEAN-CHARLES, Béatrice HIMBRECHTS, Pascal REGNARD, Virginie LUCAS-MICAT, Jérôme LORET, Bruno CHEMIN, Fabrice BOUILLE, Pascal VOVOS, Bruno COUARD, Gilbert GREMY, Jean-François CHABOLLE, Annie AMBERMONT, Marcel MILACHON, Patrick PELISSIER, Jean-François ALLIOT, Pierre-Eric MOIRON.

Absents ayant donné pouvoir : Laurent ALBERT ayant donné pouvoir à Alain ARNAULT, Antoine MOLLET ayant donné pouvoir à Christelle NOLET, Pascal ANICA ayant donné pouvoir à Jérôme LORET, Frédéric BOURGEOIS ayant donné pouvoir à Jean-François CHABOLLE.

Absents : David ROUSSEL, Dominique JEULIN, Dominique ROUX, Valérie DARTOIS, Lilian DESMETTRE, Fatima ZAGHARI, Damien DELARUE, Corinne PASQUIER Jean-Claude BERNARD.

Nombre de conseillers : 42

En exercice : 42

Présents : 29

Votants : 33

Quorum : 22

Secrétaire de séance élu ce jour : Loïc BARRET

ORDRE DU JOUR

ADMINISTRATION

Approbation du procès-verbal du 19 juin 2026

Compte-rendu des décisions prises par le Président

Compte-rendu des décisions prises par le Bureau communautaire

Règlement intérieur

Discussion sur le pacte de gouvernance

Charte élus/agents

FINANCES

Commission Intercommunale des Impôts Directs (CIID)

MARCHÉS

Attribution du marché de travaux pour la réalisation d'un rond-point ZA Gâtinais Nord

Avenants avec les communes pour les Schémas Directeurs

d'Adduction en Eau Potable

d'Assainissement Collectif

ENFANCE JEUNESSE ET SPORT

École multisport : convention 2026-2027 avec GEMA 89

Tarifs des prestations de services périscolaires pour 2026-2027

Règlement intérieur 2026-2027

Conventions de prestation de services avec les SIVOS et communes partenaires

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE :

Intégration de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne au capital de la SPL « Agence d'attractivité de l'Yonne »

Demande de diagnostic archéologique préventive sur les parcelles de Fouchères, Villeneuve-la-Dondagre et Subligny

Promesse unilatérale d'achat par substitution pour les parcelles YT16J et YT16k à Fouchères

Promesse unilatérale d'achat par substitution pour les parcelles YI28, YI29 et YI 41 à Villeneuve la Dondagre

GESTION DES DECHETS

Rapport annuel 2025 sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS)

URBANISME- PLANIFICATION

Approbation de la procédure de modification simplifiée n°2 du PLUi

CULTURE

Ecole de musique, de danse et d'art dramatique du Gâtinais : Règlement intérieur

QUESTIONS DIVERSES

Publicité : enseignes et pré enseignes : rappel

La séance est ouverte sous la présidence de Jean-François CHABOLLE, Président de la Communauté de communes du Gâtinais. Ce dernier procède à l'appel et ayant constaté le quorum atteint, déclare la séance ouverte à 9h01.

Le Président propose de désigner Loïc BARRET au poste de secrétaire.

Vote : Abstention : 0 ; Contre : 0 ; Pour : unanimité

Le présent Conseil a été accompagné d'une présentation visuelle des documents. Les documents sont mis à la disposition des conseillers avec la convocation.

1. GENERAL

1.1 Approbation du procès-verbal du Conseil communautaire du 19 juin 2026

Le Président soumet le procès-verbal de la réunion du Conseil du 19 juin à l'approbation de l'assemblée**. Le document n'ayant pas été envoyé à temps aux élus, il sera approuvé lors du prochain Conseil communautaire en septembre.**

1.2. Compte-rendu des décisions prises par le Président

Décision 9 : renouvellement du bail de location des locaux accueillant l'école de musique, rue de la Croix Saint-Marc à Villeroy pour 2027.

1.3. Compte-rendu des décisions examinées par le Bureau communautaire

Bureau communautaire du 29 juin 2026 : Délibération DEL260601 : marché de reprographie.

1.4. Règlement intérieur

DIRECTION : Direction générale
SERVICE : Direction générale
RAPPORTEUR ELU : Jean-François CHABOLLE
RAPPORTEUR SERVICE : François-Régis de CASABAN

SYNTHESE : Il s'agit d'adopter le projet de règlement intérieur de la collectivité.

Chaque collectivité doit, dans un délai de six mois après le renouvellement de ses instances, adopter son règlement intérieur qui fixe, en particulier, les instances, les modalités de vote…

Le projet de règlement intérieur a été modifié par rapport à celui de la mandature précédente en intégrant, soit de nouvelles modalités possibles (visio-conférence pour les Bureaux communautaires, par exemple), soit pour se conformer au droit (composition du Bureau notamment).

Les principales modifications au règlement en vigueur sont :

- Des corrections orthographiques
- La mise à jour règlementaire : remplacement du terme compte-rendu par procès-verbal, …

- L'ajout de nouvelles dispositions : visioconférence, …

Délibération DEL26-07-01

Objet : Règlement intérieur

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 2121-8 du CGCT sur renvoi de l'article L. 5211-1 du même Code,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

ADOPTE le règlement intérieur tel qu'annexé à la présente délibération ;

CHARGE le Président de tout acte en ce sens.

1.5. Discussion sur le pacte de gouvernance

DIRECTION : Direction générale
SERVICE : Direction générale
RAPPORTEUR ELU : Jean-François CHABOLLE
RAPPORTEUR SERVICE : François-Régis de CASABAN

SYNTHESE : Il est proposé de discuter sur l'adoption prochaine d'un pacte de gouvernance entre la CCGB et ses communes membres.

Le pacte de gouvernance est un exercice facultatif. Seul est obligatoire un débat sur l'opportunité d'élaborer un tel accord entre l'intercommunalité et ses communes membres comme le prévoit le Code Général des Collectivités Territoriales dans son article L. 5211-11-2.

Une date-limite de neuf mois après le renouvellement des instances communautaires est prévue pour adopter le pacte de gouvernance, après avoir laissé deux mois aux communes pour rendre leur avis.

Le projet de pacte de gouvernance (joint) reprend les différents points régissant les instances de la Communauté de communes ainsi que les relations entre les communes et la CCGB.

Après l'accord du Conseil communautaire, les communes seront saisies de l'opportunité de ce pacte de gouvernance et de son contenu.

Au retour des avis des communes, une délibération sera soumise au Conseil communautaire pour adoption du pacte de gouvernance.

Délibération DEL26-07-02

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.5211-1-2 ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

ACTE du débat sur l'opportunité de mettre en œuvre un pacte de gouvernance ;

VALIDE l'opportunité d'un pacte de gouvernance entre la CCGB et ses communes membres ;

AUTORISE le Président à soumettre le projet de pacte de gouvernance (joint) aux communes membres qui devront donner un avis dans le délai de deux mois ;

CHARGE le Président de tout acte en ce sens.

1.6. Charte élus/agents

DIRECTION : Direction générale
SERVICE : Direction générale
RAPPORTEUR ELU : Jean-François CHABOLLE
RAPPORTEUR SERVICE : François-Régis de CASABAN

Synthèse : Il est proposé d'approuver le projet de charte élus-agents de la CCGB.

L'objectif de cette charte est de fixer clairement le rôle de chaque acteur de la collectivité, en termes de droits, de devoir, de libertés et de limites, mais aussi d'enjeux communs, de façon à insuffler à la vie intercommunale interne une fluidité, une efficience et une dynamique profitables à tous, y compris et surtout, in fine, aux usagers.

Le Conseil décide, à l'unanimité, de reporter cette délibération à l'ordre du jour du Conseil du 25 septembre.

Projet de délibération DEL26-07-XX : report en sept

2. FINANCES

2.1. Commission Intercommunale des Impôts Directs (CIID)

DIRECTION : Direction générale
SERVICE : Direction générale
RAPPORTEUR ELU : Jean-François CHABOLLE
RAPPORTEUR SERVICE : François-Régis de CASABAN

SYNTHESE : Il s'agit d'établir une liste à transmettre à la DGFIP, de 20 titulaires et 20 suppléants parmi les propositions faites par les communes.

COMMUNE	TITULAIRE	SUPPLEANT
Brannay	David ROUSSEL	Dominique JEULIN
Bussy le Repos	X	X
Chaumot	Alain ARNAULT	Dominique ROUX
Chéroy	Philippe DE NIJS	Valérie DARTOIS
Cornant	Christian BENARD	Florence RICHOMME
Courtoin	Christine AITA	Danielle DUPON
Dollot	Pierre NÉZONDET	Éric DODIN
Domats	Elisabeth HALLAIS	Catherine PAPILLON
Egriselles le Bocage	Marie-Line DEY	Valentin FLORIAN
Fouchères	Bruno COLIN	Thierry THEIS
Jouy	Nadia LEITUGA	x
La Belliole	Loïc BARRET	Pascale LAGUIDE
Lixy	Estelle ROGER	Etienne SEGUELAS
Montacher-Villegardin	Joël NOUZÉ	Cécile JACQUIERE
Nailly	Pascal REGNARD	Vanessa CAMPION
Piffonds	Pascal ANICA	Jérôme LORET
Saint-Agnan	x	x

Saint-Valérien	Jean CHEVALLIER	Marie-Annick DESVENTES
Savigny sur Clairis	Inès TOPER	Serge DUMAS
Subligny	Maxime CHEVERRY	Gilbert GRÉMY
Vallery	Annie AMBERMONT	x
Vernoy	X	X
Villebougis	Marcel MILACHON	Patrick PELISSIER
Villeneuve la Dondagre	Micheline BERGERON	Vincent MOURRY
Villeroy	Pierre-Éric MOIRON	Stéphanie QUESNEL
Villethierry	X	X

Délibération DEL26-07-03

Objet : FINANCES : Commission Intercommunale des Impôts Indirects (CIID).

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général des impôts et notamment l'article 1650 A,

Vu les articles 346 et 346 A de l'annexe III du Code général des impôts,

Vu les propositions des communes,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE de proposer la liste suivante au directeur départemental des finances publiques pour établir la liste des membres de la Commission intercommunale des impôts directs :

COMMUNE	TITULAIRE	SUPPLEANT
Brannay	David ROUSSEL	Dominique JEULIN
Bussy le Repos	X	X
Chaumot	Alain ARNAULT	Dominique ROUX
Chéroy	Philippe DE NIJS	Valérie DARTOIS
Cornant	Christian BENARD	Florence RICHOMME
Courtoin	Christine AITA	Danielle DUPON
Dollot	Pierre NÉZONDET	Éric DODIN
Domats	Elisabeth HALLAIS	Catherine PAPILLON
Egriselles le Bocage	Marie-Line DEY	Valentin FLORIAN
Fouchères	Bruno COLIN	Thierry THEIS
Jouy	Nadia LEITUGA	x
La Belliole	Loïc BARRET	Pascale LAGUIDE
Lixy	Estelle ROGER	Etienne SEGUELAS
Montacher-Villegardin	Joël NOUZÉ	Cécile JACQUIERE
Nailly	Pascal REGNARD	Vanessa CAMPION
Piffonds	Pascal ANICA	Jérôme LORET
Saint-Agnan	x	x
Saint-Valérien	Jean CHEVALLIER	Marie-Annick DESVENTES
Savigny sur Clairis	Inès TOPER	Serge DUMAS
Subligny	Maxime CHEVERRY	Gilbert GRÉMY
Vallery	Annie AMBERMONT	x

Vernoy	X	X
Villebougis	Marcel MILACHON	Patrick PELISSIER
Villeneuve la Dondagre	Micheline BERGERON	Vincent MOURRY
Villeroy	Pierre-Éric MOIRON	Stéphanie QUESNEL
Villethierry	X	X

CHARGE le Président de tout acte en ce sens.

3. MARCHES

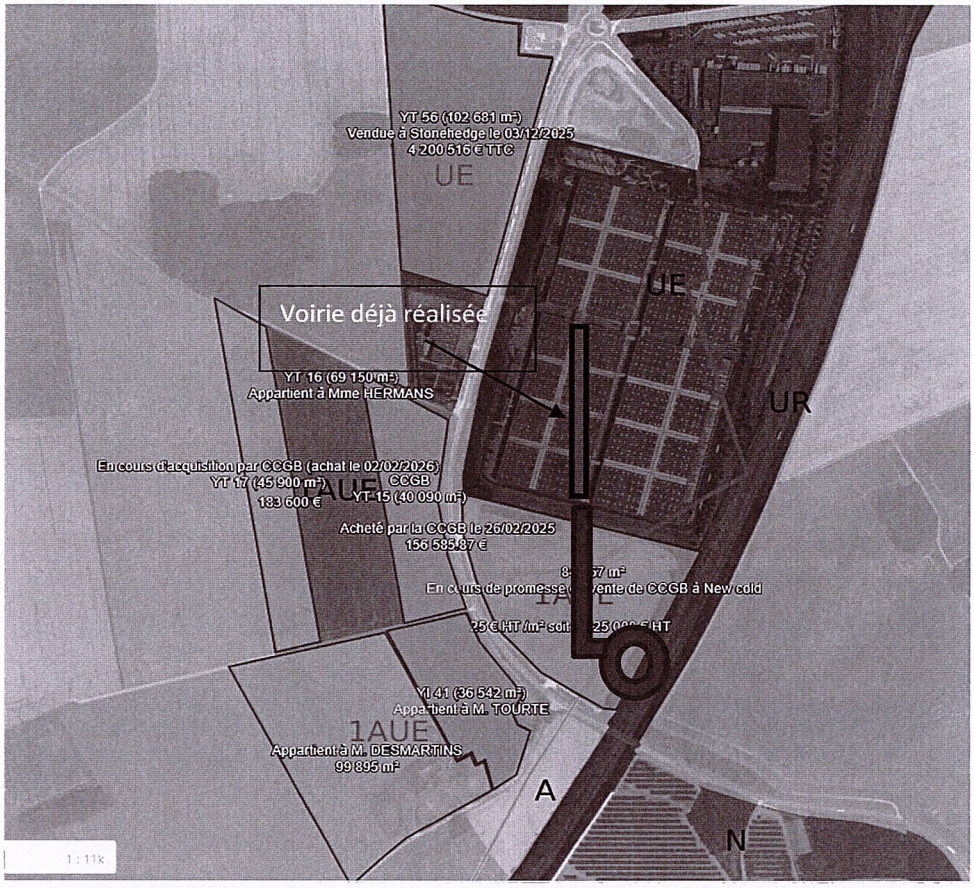
3.1. Attribution du marché de travaux pour la réalisation d'un rond-point ZA Gâtinais nord

DIRECTION : Direction Générale
SERVICE : Marchés
RAPPORTEUR ELU : Jean-François CHABOLLE
RAPPORTEUR SERVICE : Guillaume WILLEMIN

Synthèse : Il convient d'attribuer le marché de travaux pour la réalisation d'un rond-point et d'une voirie pour desservir la ZA Gâtinais Nord et son extension.

Consciente du fort potentiel de développement économique sur son territoire, la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne a souhaité développer une future zone d'activités à proximité immédiate de la ZA Gâtinais Nord.

Pour ce faire et dans une logique d'amélioration de la sécurité routière et de fluidification du trafic actuel et futur, un giratoire sur la RD 369 ainsi que l'amorce de la voirie de desserte de la ZA Gâtinais Nord doivent être réalisés par la Communauté de communes, à la demande du Conseil départemental.

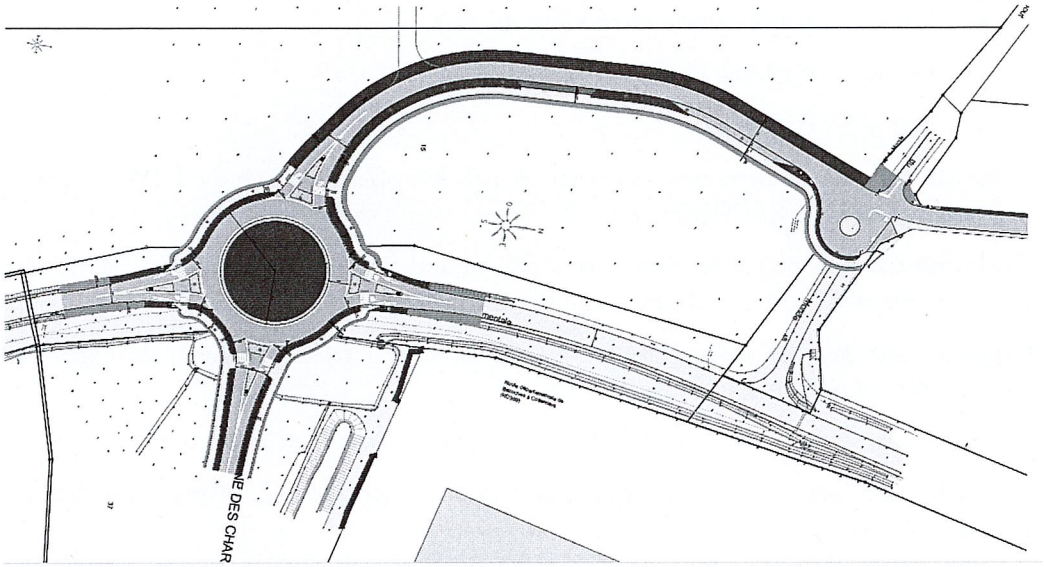


Le Conseil communautaire du 27 février 2026 a donc délibéré pour :

- Approuver une convention dans laquelle le Conseil départemental, normalement compétent pour réaliser les travaux de voirie départementale, délègue sa maitrise d'ouvrage à la Communauté de communes ;
- Lancer une consultation des entreprises, sous la forme d'une procédure adaptée, pour la réalisation de ces travaux qui sont estimés à 1 196 972,50 € HT soit 1 436 367,00 € TTC.

Les travaux consistent en la réalisation d'un rond-point et d'une voirie allant du giratoire à la rue du bout du monde.
La consultation des entreprises était divisée en trois lots :

- Lot 1 : VRD
- Lot 2 : Espaces verts
- Lot 3 : Eclairage



La commission des finances-procédures adaptées s'est réunie le 19 juin 2026 pour analyser les offres.

DEL26-07-04

Objet : MARCHÉS : Attribution du marché de travaux pour la réalisation d'un rond-point ZA Gâtinais nord

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-1 et suivants relatifs aux compétences des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) en matière de développement économique et notamment l'article L. 5216-5,

Vu le Code de la commande publique, et notamment l'article 2422-12,

Vu les statuts de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne,

Vu la délibération DEL26-02-07 du 27 février 2026 approuvant le lancement de la procédure de mise en concurrence,

Vu la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne et le Conseil Départemental de l'Yonne,

Vu l'avis d'appel public à la concurrence publié le 01/06/2026,

Vu l'avis technique des services du Département de l'Yonne,

Considérant la volonté de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne d'étendre la ZA Gâtinais Nord,

Considérant l'importance de disposer d'infrastructures adaptées pour soutenir le développement économique du territoire,

Considérant que la construction d'un giratoire sur la route départementale RD 369 s'inscrit dans une logique d'amélioration de la sécurité routière, des accès aux entreprises, et de fluidification du trafic,

Considérant que la consultation a été lancée selon une procédure adaptée

Considérant que le marché a été alloti en trois lots, comme suit :

- Lot n°1 : VRD (voirie et réseaux divers)
- Lot n°2 : Espaces verts
- Lot n°3 : Éclairage

Considérant que le montant estimatif global de l'opération est de 1 196 972,50 € HT soit 1 436 367,00 € TTC ;

Considérant que plusieurs offres ont été reçues dans les délais pour chacun des lots, excepté pour le lot 3 qui n'a reçu qu'une seule offre ;

Considérant que les offres ont été analysées au regard des critères de jugement fixés dans le règlement de consultation ;

Considérant le rapport d'analyse des offres présenté par le maitre d'œuvre C3i,

Considérant l'avis de la commission des finances-procédures adaptées en date du 19 juin 2026,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

ATTRIBUE les marchés aux entreprises suivantes :

- Lot 1 VRD (Voirie et Réseaux Divers) à l'entreprise COLAS France – Etablissement Bourgogne Ouest pour son offre variante 1 pour un montant de 937 831,90 € HT soit 1 125 398,28 € TTC ;
- Lot 2 Espaces verts à l'entreprise IDVERDE Territoire Bourgogne pour un montant de 85 994 € HT soit 103 192,80 € TTC ;
- Lot 3 Eclairage à l'entreprise SERPOLLET Centre est pour un montant de 96 293,20 € HT soit 115 551,84 € TTC ;

DIT que les crédits relatifs aux travaux sont inscrits au budget primitif 2026, opération 2401 aménagement rond-point et voirie ;

AUTORISE le Président à signer les marchés correspondants à chacun des lots ainsi que tous les documents afférents à cette opération ;

CHARGE le Président de tout acte en ce sens.

3.2. <u>Avenants avec les communes pour les Schémas Directeurs</u>

DIRECTION : Finances-Marchés publics
SERVICE : Marchés
RAPPORTEUR ELU : Jean-François CHABOLLE
RAPPORTEUR SERVICE : Marie-Claire BROCHARD

Afin de préparer le transfert de compétences eau et assainissement prévu initialement pour le 1er janvier 2026, la CCGB a lancé deux schémas directeurs intercommunaux :

- Un pour l'eau potable,
- Un pour l'assainissement collectif.

Ces schémas prennent en compte les schémas de chaque commune pour en faire une synthèse intercommunale. Pour ce faire, le bureau d'étude avait besoin des données des schémas directeurs datés de moins de 10 ans. Certaines communes entraient dans le cadre, d'autres non. Il a alors été décidé de réaliser un schéma sur ces dernières, ainsi que le schéma intercommunal regroupant toutes les données.

La CCGB a lancé les marchés, fait l'avance des frais, l'Agence de l'Eau Seine-Normandie (AESN) subventionne le projet à hauteur de 80% et les communes reversent le solde à la CCGB à la fin de l'étude.

Bien que l'obligation de transfert ait été annulée, les études étaient lancées et doivent se poursuivre. La collecte des données a pris du retard, et les conventions entre les communes et la CCGB doivent être prolongées.

3.2.1. Avenants pour les Schémas Directeurs d'Adduction en Eau Potable

Synthèse : L'étude des schémas directeurs d'adduction en eau potable (SDAEP) a pris du retard. Il convient de prolonger la convention entre la CCGB et les communes concernées.

L'eau potable est gérée par :

- Le SIVOM pour les communes de Brannay, Chéroy, Courtoin, Dollot, Domats, Fouchères, Jouy, La Belliole, Lixy, Montacher-Villegardin, Saint-Agnan, Saint-Valérien, Savigny-sur-Clairis, Subligny, Vallery, Vernoy, Villebougis, Villeneuve-la-Dondagre, Villeroy, Villethierry ;
- Le SIVU de Saint-Hubert pour les communes de Cornant et Egriselles-le-Bocage ;
- Le SMAEP pour la commune de Nailly ;
- Les communes pour Bussy-le-Repos et Chaumot en délégation de service public, et Piffonds en régie.

Les syndicats ont un schéma directeur d'eau potable en cours de validité (moins de 10 ans).
Le groupement de commandes concerne donc les communes de

- Bussy-le-Repos,
- Chaumot,
- Piffonds
- Et la CCGB.

Les coûts sont répartis de la manière suivante :

Commune	Bussy le Repos	Chaumot	Piffonds	CCGB	total
Montant HT Marché	29 064,53 €	29 604,84 €	37 718,62 €	2 920,00 €	99 307,99 €
imprévus 3%	871,94 €	888,15 €	1 131,56 €	87,60 €	2 979,24 €
Total HT	29 936,47 €	30 492,99 €	38 850,18 €	3 007,60 €	102 287,23 €
TVA	5 987,29 €	6 098,60 €	7 770,04 €	601,52 €	20 457,45 €
Total général par collectivité	35 923,76 €	36 591,58 €	46 620,21 €	3 609,12 €	122 744,68 €
Participation AESN 80% du TTC	**28 739,01 €**	**29 273,27 €**	**37 296,17 €**	**2 887,30 €**	**98 195,74 €**
Reste à charge commune (20% du TTC)	7 184,75 €	7 318,32 €	9 324,04 €	721,82 €	24 548,94 €

D'une part, il convient de prolonger la convention de 2 ans, afin de permettre la réalisation de l'étude, d'obtenir le solde de la subvention de l'AESN, et pour la CCGB, de réclamer le remboursement des sommes dues par les communes.

D'autre part, la convention portait sur un montant HT de l'étude. Or, l'imputation comptable en fonctionnement ne permet pas de récupérer le FCTVA. La subvention de l'AESN de 80% porte sur le montant TTC de l'étude, il restera alors le solde TTC pour chaque commune à proportion d'un travail réalisé sur chacune d'elle.

La CCGB prend à sa charge le schéma intercommunal regroupant les données des 26 communes, et les éventuelles prestations communes comme les réunions de lancement, par exemple.

Délibération DEL26-07-05

Objet : MARCHÉS : Avenants pour les Schémas Directeurs d'Adduction en Eau

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la convention de groupement de commandes pour la réalisation de schémas directeurs d'eau potable signée entre la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne et les membres adhérents du groupement : Communes de Bussy-le-Repos, Chaumot et Piffonds, en date du 21 mai 2024, pour une durée de deux ans,

CONSIDÉRANT que les schémas directeurs ont pris du retard dans leur réalisation,

CONSIDÉRANT que l'étude est actuellement en phase II campagne de mesures et recherche de fuites, IIII modélisation, IV schéma directeur, V PGSSE (Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux),

CONSIDÉRANT qu'il faudra attendre la fin de l'étude pour solliciter le solde de la subvention de l'Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN),

CONSIDÉRANT que la CCGB devra ensuite solliciter le remboursement du solde par les communes,

CONSIDÉRANT que l'imputation comptable de cette étude n'a pu s'effectuer en investissement du fait de l'incertitude quant à la réalisation des travaux, ladite étude ne peut prétendre au remboursement par le Fonds de Compensation de la TVA, le solde des travaux portera sur le montant TTC de l'étude,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE de modifier les articles 4 et 7 de la convention susnommée comme suit :

Article 4 : durée

La présente convention est prolongée pour une durée de 2 ans. Elle prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties.

Article 7 : Remboursement par les communes

Après déduction des 80% de subvention de l'AESN, les 3 communes sont tenues de rembourser à la CCGB leur part respective des coûts restants, correspondant à 20% Toutes Taxes Comprises de l'étude relative à leur commune.

DIT que les autres articles restent inchangés ;

CHARGE le Président de tout acte en ce sens.

3.2.2. Avenants pour les Schémas Directeurs d'Assainissement Collectif

DIRECTION : Finances-Marchés publics
SERVICE : Marchés
RAPPORTEUR ELU : Jean-François CHABOLLE
RAPPORTEUR SERVICE : Marie-Claire BROCHARD

Synthèse : L'étude des Schémas Directeurs d'Assainissement Collectif (SDA) a pris du retard. Il convient de prolonger la convention entre la CCGB et les communes concernées.

L'assainissement collectif est géré par chaque commune, que ce soit en régie, en délégation de service public ;
Les communes de Brannay, Bussy-le-Repos, Chaumot, Cornant, Domats, Lixy, Saint-Valérien, Subligny, Vallery, Vernoy, Villebougis, Villeneuve-la-Dondagre, et Villethierry ont communiqué leur schéma directeur d'assainissement collectif en cours de validité (moins de 10 ans).

Le groupement de commandes concerne les communes de

- Nailly,
- Egriselles-le-Bocage,
- Piffonds,
- Chéroy,
- Dollot,
- Fouchères,
- Jouy,
- Montacher-Villegardin,
- Saint-Agnan,
- Savigny-sur-Clairis,
- Villeroy,
- et la CCGB.

Les coûts sont répartis de la manière suivante :

Commune	Chéroy	Dollot	Egriselles le Bocage	Fouchères	Jouy	Montacher Villegardin	Nailly	Piffonds	Saint Agnan	Savigny sur Clairis	Villeroy	CCGB	total
Montant HT Marché	80 947,75 €	31 363,38 €	38 564,38 €	40 580,11 €	42 051,26 €	47 406,41 €	26 832,05 €	39 604,41 €	42 571,29 €	39 649,05 €	34 602,91 €	19 686,08 €	483 859,08 €
imprévus 3%	2 428,43 €	940,90 €	1 156,93 €	1 217,40 €	1 261,54 €	1 422,19 €	804,96 €	1 188,13 €	1 277,14 €	1 189,47 €	1 038,09 €	590,58 €	14 515,77 €
Total HT	83 376,18 €	32 304,28 €	39 721,31 €	41 797,51 €	43 312,80 €	48 828,60 €	27 637,01 €	40 792,54 €	43 848,43 €	40 838,52 €	35 641,00 €	20 276,66 €	595 146,67 €
TVA	16 675,24 €	6 460,86 €	7 944,26 €	8 359,50 €	8 662,56 €	9 765,72 €	5 527,40 €	8 158,51 €	8 769,69 €	8 167,70 €	7 128,20 €	4 055,33 €	99 674,97 €
Total général par collectivité	100 051,42 €	38 765,14 €	47 665,57 €	50 157,02 €	51 975,36 €	58 594,32 €	33 164,41 €	48 951,05 €	52 618,11 €	49 006,23 €	42 769,20 €	24 331,99 €	598 049,82 €
Participation AESN 80% du TTC	**80 041,14 €**	**31 012,11 €**	**38 132,46 €**	**40 125,61 €**	**41 580,29 €**	**46 875,46 €**	**26 531,53 €**	**39 160,84 €**	**42 094,49 €**	**39 204,98 €**	**34 215,36 €**	**19 465,60 €**	**478 439,86 €**
Reste à charge commune (20% du TTC)	20 010,28 €	7 753,03 €	9 533,11 €	10 031,40 €	10 395,07 €	11 718,86 €	6 632,88 €	9 790,21 €	10 523,62 €	9 801,25 €	8 553,84 €	4 866,40 €	119 609,96 €

D'une part, il convient de prolonger la convention de 2 ans, afin de permettre la réalisation de l'étude, d'obtenir le solde de la subvention de l'AESN, et pour la CCGB, de réclamer le remboursement des sommes dues par les communes.

D'autre part, la convention portait sur un montant HT de l'étude. Or, l'imputation comptable en fonctionnement ne permet pas de récupérer le FCTVA. La

subvention de l'AESN de 80% porte sur le montant TTC de l''étude, il restera alors le solde TTC pour chaque commune à proportion d'un travail réalisé sur chacune d'elle.

La CCGB prend à sa charge le schéma intercommunal regroupant les données des 26 communes, et les éventuelles prestations communes comme les réunions de lancement, par exemple.

Délibération DEL26-07-06

Objet : Avenants pour les Schémas Directeurs d'Assainissement Collectif

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la convention de groupement de commandes pour la réalisation de schémas directeurs d'assainissement collectif signée entre la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne et les membres adhérents du groupement : Communes de Nailly, Egriselles-le-Bocage, Piffonds, Chéroy, Dollot, Fouchères, Jouy, Montacher-Villegardin, Saint-Agnan, Savigny-sur-Clairis et Villeroy, en date du 12 avril 2024, pour une durée de deux ans,

CONSIDÉRANT que les schémas directeurs ont pris du retard dans leur réalisation,

CONSIDÉRANT que l'étude est actuellement en phase II réalisation des campagnes de mesure et qu'il reste les phases III investigations complémentaires et IV schéma directeur et zonage,

CONSIDÉRANT qu'il faudra attendre la fin de l'étude pour solliciter le solde de la subvention de l'Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN),

CONSIDÉRANT que la CCGB devra ensuite solliciter le remboursement du solde par les communes,

CONSIDÉRANT que l'imputation comptable de cette étude n'a pu s'effectuer en investissement du fait de l'incertitude quant à la réalisation des travaux, ladite étude ne peut prétendre au remboursement par le Fonds de Compensation de la TVA, le solde des travaux portera sur le montant TTC de l'étude,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE de modifier les articles 4 et 7 de la convention susnommée comme suit :

Article 4 : durée

La présente convention est prolongée pour une durée de 2 ans. Elle prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties.

Article 7 : Remboursement par les communes

Après déduction des 80% de subvention de l'AESN, les 11 communes sont tenues de rembourser à la CCGB leur part respective des coûts restants, correspondant à 20% Toutes Taxes Comprises de l'étude relative à leur commune.

DIT que les autres articles restent inchangés ;

CHARGE le Président de tout acte en ce sens.

Il est à noter que l'étude sur les transferts de compétences eau potable, assainissement collectif et pluvial est très décevante et le Bureau d'étude qui en est chargée n'est pas bon.
Demande est faite s'il est possible, pour les communes concernées par les SDAC en cours de faire des tests de fumée en plus de ceux effectués. Le Bureau d'étude sera saisi de ces demandes et réponses transmises aux communes.
Les rapports des tests effectués seront également remis.
La réunion de restitution de la phase 2 aura lieu le 10 juillet à 14h à l'espace socio-culturel « André Henry » de Chéroy.

4. ENFANCE JEUNESSE ET SPORT

4.1. École multisport : convention 2026-2027 avec GEMA 89 (Convention avec Groupement d'Employeurs dans les Métiers d'Animation de l'Yonne)

DIRECTION : Enfance-jeunesse et sports
SERVICE : Enfance-jeunesse
RAPPORTEUR ELU : Christine AITA
RAPPORTEUR SERVICE : Malorie BENOIST

SYNTHESE : Une convention avec GEMA 89 est proposée pour l'année scolaire 2026-2027 afin d'assurer les activités de l'Ecole Multisports (EMS) sur cinq sites de la CCGB.

Il est proposé au Conseil communautaire d'approuver la mise à disposition d'un éducateur sportifs avec GEMA 89 pour l'année 2026-2027 afin d'assurer les activités de l'école multisports.
Tarifs proposés par GEMA 89 pour l'année scolaire 2026-2027 :
- Cotisation annuelle à l'association **: 80 €**
- Tarif horaire d'enseignement **: 36 €**
- Indemnité kilométrique **: 0,40 € par kilomètre**

La commission Enfance Jeunesse et Sports, réunie le 10 juin 2026, a émis un avis favorable à la convention avec GEMA 89 pour l'année 2026-2027 et propose son approbation par le Conseil communautaire.

Délibération DEL26-07-07

Objet : ENFANCE JEUNESSE ET SPORT : École multisport : convention 2026-2027 avec GEMA 89 (Convention avec Groupement d'Employeurs dans les Métiers d'Animation de l'Yonne)

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L 100-1 du Code du Sport, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physique et sportives,

Vu les statuts de la Communauté de communes et notamment son article 5,

Considérant l'avis favorable de la Commission Enfance Jeunesse et Sports,

Considérant la nécessité d'impliquer des intervenants extérieurs à intervenir au sein de l'École multisports de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne,

Considérant qu'il est nécessaire de favoriser l'accès au sport, pour tous les enfants et les jeunes,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

ACCEPTE la mise à disposition d'éducateurs sportifs à l'EMS par le GEMA 89 pour l'année scolaire 2026-2027 aux tarifs suivants :

- Cotisation annuelle à l'association **: 80 €**
- Tarif horaire d'enseignement **: 36 €**
- Indemnité kilométrique **: 0,40 € par kilomètre**

DIT que les crédits figurent au Budget primitif 2026, chapitre 012 charges de personnel ;

CHARGE le Président à effectuer tout acte en ce sens.

4.2. Tarifs des prestations de services périscolaires pour 2026-2027

DIRECTION : Enfance-jeunesse et sports
SERVICE : Enfance-jeunesse
RAPPORTEUR ELU : Christine AITA
RAPPORTEUR SERVICE : Malorie BENOIST

SYNTHESE : Il est proposé de fixer les tarifs des prestations périscolaires pour l'année scolaire 2026-2027.

La prestation de services est facturée aux SIVOS de Courtoin, Domats, La Belliole, Savigny-sur-Clairis, Vernoy, Nord Est Gâtinais (NEG) et CESV (Cornant, Egriselles, Vernoy, Savigny sur Clairis), à la commune de Jouy et à la commune de Montacher-Villegardin à chaque fin d'année scolaire.
Les coûts horaires sont les suivants :
- 21,76€/h pour les animateurs
- 24,79€/h pour la coordination sur site
- 34,27€/h pour la coordination générale

Le tarif des frais kilométriques est de 0,32€/Km.
La commission Enfance Jeunesse et Sports, réunie le 10 juin 2026, a émis un avis favorable aux tarifs des prestations de services périscolaires pour l'année scolaire 2026-2027 et propose leur approbation par le Conseil communautaire. Il est à noter que ces tarifs n'ont pas été modifiés depuis 2019 et cela sera l'objet d'un travail de la commission « enfance jeunesse et sport » cette année.

Délibération DEL26-07-08

Objet : ENFANCE JEUNESSE ET SPORT : Tarifs des prestations de services périscolaires pour 2026-2027

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne et notamment son article 5,

Considérant l'avis favorable de la commission Enfance, Jeunesse et Sports,

Considérant qu'il y a lieu de maintenir, entretenir et développer des activités envers les enfants et les jeunes,

Considérant que l'organisation des temps périscolaires contribue à la qualité de l'accueil des enfants et s'inscrit dans la politique éducative du territoire,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE les montants de facturation de la coordination générale, de la coordination pédagogique, des interventions des animateurs et des frais kilométriques, au titre de l'année scolaires 2026-2027 ;

AUTORISE le Président à effectuer tout acte en ce sens.

4.2. Règlement intérieur 2026-2027

DIRECTION : Enfance-jeunesse et sports
SERVICE : Enfance-jeunesse
RAPPORTEUR ELU : Christine AITA
RAPPORTEUR SERVICE : Malorie BENOIST

SYNTHESE : Il est proposé une modification du règlement intérieur de l'Accueil Collectif de Mineurs pour la rentrée 2026-2027.

Il est soumis à l'approbation du Conseil communautaire la modification du règlement intérieur de l'Accueil Collectif de Mineurs pour la rentrée 2026-2027 telle que proposée ci-dessous ;

- Information concernant les familles ayant déjà un espace familles : le renouvellement annuel du dossier complet n'est plus obligatoire. Seuls certains documents devront être mis à jour, notamment la copie des vaccins et l'attestation d'assurance périscolaire, extrascolaire et responsabilité civile. Toute modification relative au droit à l'image devra faire l'objet d'un nouveau formulaire transmis au service ou déposé sur l'espace famille.

- Information concernant les maladies contagieuses : Tout enfant présentant des symptômes de maladie contagieuse ou atteint d'une maladie contagieuse confirmée peut être refusé temporairement. Son retour au sein de la structure d'accueil est conditionné à la présentation d'un certificat médical attestant qu'il n'est plus contagieux.

- Information concernant les vaccinations obligatoires pour les enfants nés à partir du 1er janvier 2018 ainsi que pour les enfants nés avant le 1er janvier 2018.

La commission Enfance Jeunesse et Sports, réunie le 10 juin 2026, a émis un avis favorable à la modification du règlement intérieur de l'Accueil Collectif de Mineurs pour la rentrée 2026-2027 et propose son approbation par le Conseil communautaire.

Délibération DEL26-07-09

Objet : ENFANCE JEUNESSE ET SPORT : Règlement intérieur 2026-2027

Vu le Code général des Collectivités Territoriales ;

Vu les statuts de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne et notamment son article 5 ;

Considérant l'avis favorable de la commission Enfance Jeunesse et Sports ;

Considérant qu'il y a lieu de maintenir, entretenir et développer des activités envers les enfants et la jeunesse ;

Considérant qu'il est nécessaire de mettre à jour le règlement intérieur de l'Accueil Collectif de Mineurs ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE le règlement intérieur de l'Accueil Collectif de Mineurs à compter du 1er septembre 2026 ;

AUTORISE le Président à effectuer tout acte en ce sens.

4.4. Conventions de prestation de services avec les SIVOS et communes partenaires

DIRECTION : Enfance-jeunesse et sports
SERVICE : Enfance-jeunesse
RAPPORTEUR ELU : Christine AITA
RAPPORTEUR SERVICE : Malorie BENOIST

SYNTHESE : Il est proposé d'adopter les conventions de prestation de services entre la CCGB, les SIVOS et les communes partenaires pour l'organisation des accueils périscolaires de septembre 2026 à août 2029.

La CCGB, propose des conventions de prestations de services aux SIVOS et à ses communes membres pour de l'organisation des accueils périscolaires. Ces conventions couvrent la période du 1er septembre 2026 au 31 août 2029.
Les missions des prestations de services sont les suivantes :
- Suivi administratif : inscriptions, facturations, convention et dossiers de financement CAF
- Coordination sur les différents sites des SIVOS et des communes partenaires
- Organisation générale sur chaque site

- Formation du personnel en place, pédagogie
- Soutien à l'écriture et à la mise en œuvre de projets
- Encadrement des temps périscolaires sur les SIVOS et communes partenaires

La commission Enfance Jeunesse et Sports, réunie le 10 juin 2026, a émis un avis favorable aux conventions de prestation de services relatives à l'organisation des accueils périscolaires pour la période du 1er septembre 2026 au 31 août 2029 et propose leur approbation par le Conseil communautaire.

4.4.1. Convention de prestation de services avec le SIVOS NEG pour l'année 2026-2027

Délibération DEL26-07-10

Objet : ENFANCE JEUNESSE ET SPORT : Convention de prestation de services avec le SIVOS NEG pour l'année 2026-2029

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de communes et notamment son article 5,

Considérant l'avis favorable de la commission Enfance Jeunesse et Sports,

Considérant qu'il y a lieu de maintenir, entretenir et développer des activités envers les enfants et les jeunes,

Considérant que l'organisation des temps périscolaires contribue à la qualité de l'accueil des enfants et s'inscrit dans la politique éducative du territoire,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE la convention de prestation de services avec le SIVOS Nord Est Gâtinais pour 2026-2029 ;

DIT que les crédits sont inscrits au Budget Primitif 2026, chapitre 70 produit des services ;

AUTORISE le Président à effectuer tout acte en ce sens.

4.4.2. Convention de prestation de services avec le SIVOS CESV pour l'année 2026-2027

Les missions de la prestation de services sont les suivantes :

- Suivi administratif : inscriptions, facturations, convention et dossiers de financement CAF
- Coordination sur les différents sites du SIVOS CESV
- Organisation générale sur chaque site
- Formation du personnel en place, pédagogie
- Soutien à l'écriture et à la mise en œuvre de projets
- Encadrement des temps périscolaires sur le SIVOS CESV.

Délibération DEL26-07-11

Objet : ENFANCE JEUNESSE ET SPORT : Convention de prestation de services avec le SIVOS CESV pour la période 2026-2029

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de communes et notamment son article 5,

Considérant l'avis favorable de la commission Enfance Jeunesse et Sports,

Considérant qu'il y a lieu de maintenir, entretenir et développer des activités envers les enfants et les jeunes,

Considérant que l'organisation des temps périscolaires contribue à la qualité de l'accueil des enfants et s'inscrit dans la politique éducative du territoire,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE la convention de prestation de services avec le SIVOS CESV pour 2026-2029 ;

DIT que les crédits sont inscrits au Budget Primitif 2026, chapitre 70 produit des services ;

AUTORISE le Président à effectuer tout acte en ce sens.

4.4.3. Convention de prestation de services avec la commune de Jouy pour l'année 2026-2027

Délibération DEL26-07-12

Objet : ENFANCE JEUNESSE ET SPORT : Convention de prestation de services avec La commune de Jouy pour la période 2026-2029

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Communauté de communes et notamment son article 5,

Considérant l'avis favorable de la commission Enfance Jeunesse et Sports,

Considérant qu'il y a lieu de maintenir, entretenir et développer des activités envers les enfants et les jeunes ;

Considérant que l'organisation des temps périscolaires contribue à la qualité de l'accueil des enfants et s'inscrit dans la politique éducative du territoire ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE la convention de prestation de services avec la Commune de Jouy pour 2026-2029 ;

DIT que les crédits sont inscrits au Budget Primitif 2026, chapitre 70 produit des services ;

AUTORISE le Président à effectuer tout acte en ce sens.

4.4.4. Convention de prestation de services avec le SIVOS de Courtoin, Domats, La Belliole, Savigny-sur-Clairis, Vernoy, pour l'année 2026-2027

Délibération DEL26-07-13

Objet : ENFANCE JEUNESSE ET SPORT : Convention de prestation de services avec le SIVOS de Courtoin, Domats, La Belliole, Savigny sur Clairis et Vernoy pour la période 2026-2029

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Communauté de communes et notamment son article 5,

Considérant l'avis favorable de la commission Enfance Jeunesse et Sports,

Considérant qu'il y a lieu de maintenir, entretenir et développer des activités envers les enfants et les jeunes ;

Considérant que l'organisation des temps périscolaires contribue à la qualité de l'accueil des enfants et s'inscrit dans la politique éducative du territoire ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE la convention de prestation de services avec le SIVOS de Courtoin, Domats, La Belliole, Savigny-sur-Clairis, Vernoy pour 2026-2029 ;

DIT que les crédits sont inscrits au Budget Primitif 2026, chapitre 70 produit des services ;

AUTORISE le Président à effectuer tout acte en ce sens.

4.4.5. Convention de prestation de services avec la commune de Montacher-Villegardin pour l'année 2026-2027

Délibération DEL26-07-14

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Communauté de communes et notamment son article 5,

Considérant l'avis favorable de la commission Enfance Jeunesse et Sports,

Considérant qu'il y a lieu de maintenir, entretenir et développer des activités envers les enfants et les jeunes ;

Considérant que l'organisation des temps périscolaires contribue à la qualité de l'accueil des enfants et s'inscrit dans la politique éducative du territoire ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE la convention de prestation de services avec la Commune de Montacher-Villegardin pour 2026-2029,

DIT que les crédits sont inscrits au Budget Primitif 2026, chapitre 70 produit des services ;

AUTORISE le Président à effectuer tout acte en ce sens.

5. DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

5.1. Intégration de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne au capital de la SPL « Agence d'attractivité de l'Yonne »

DIRECTION : Direction générale
SERVICE : Développement économique
RAPPORTEUR ELU : Jean-François CHABOLLE
RAPPORTEUR SERVICE : Guillaume WILLEMIN

SYNTHESE : Il est proposé de devenir actionnaire de la SPL « Agence d'Attractivité de l'Yonne ».

Présentation du projet
La Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne a l'opportunité de devenir actionnaire de la Société Publique Locale (SPL) « Agence d'Attractivité de l'Yonne », nouvel outil de promotion, de développement et de coordination territoriale. Cette SPL, impulsée et dont le fonctionnement sera financé par le Conseil départemental de l'Yonne, permettra une mutualisation des compétences et des moyens en matière de développement touristique, d'attractivité résidentielle et de marketing territorial, répondant aux besoins d'un positionnement renforcé du territoire intercommunal et icaunais sur la scène régionale et nationale.

I. Contexte et objectifs de la SPL

La SPL vise à :

- **Renforcer l'attractivité et le rayonnement** du territoire icaunais en valorisant ses ressources ;
- **Mutualiser les actions et moyens** entre les collectivités actionnaires, favorisant ainsi les économies d'échelle et évitant les doublons d'interventions ;
- **Co-construire une stratégie concertée** en matière de développement touristique et d'attractivité, en lien avec les autres collectivités et acteurs territoriaux, dans un esprit de coopération ;
- **Offrir une gouvernance partagée** permettant à chaque actionnaire de contribuer aux orientations stratégiques de l'agence ;
- **Permettre par la mise en place d'un Conseil consultatif opérationnel d'associer la société civile** à la définition de la feuille de route, dans la continuité du Club des Partenaires lancé par le Département dans le cadre de la démarche "Yonne 2024" ;
- **Simplifier les démarches** contractuelles grâce au mode de gestion en quasi-régie, autorisant la SPL à passer des contrats avec ses actionnaires sans mise en concurrence.

L'agence d'attractivité a ainsi concrètement pour missions :

1/ En matière d'attractivité et de rayonnement du territoire :

A/ Attractivité résidentielle et hospitalité :

- de préparer et mettre en œuvre la stratégie d'attractivité du territoire, en cohérence avec les actions portées par ses actionnaires
- de développer l'attractivité de l'Yonne en valorisant le cadre de vie auprès des habitants et des nouvelles populations actives exogènes,
- de cibler des professions stratégiques pour le territoire (notamment les métiers de santé…)
- de donner envie de s'installer dans le Département,
- de créer et entretenir l'esprit « fier d'être icaunais » ainsi qu'un réseau d'ambassadeurs,
- de mettre en place une démarche de prospection pour encourager l'installation sur le territoire de nouveaux habitants,
- de mettre en place un véritable service d'« hospitalité »,
- d'attirer de nouveaux professionnels dans les secteurs en tension,
- de participer ou organiser des actions de type salons en France ou à l'étranger,
- d'organiser régulièrement l'accueil de congrès professionnels.

B/ Ingénierie et développement touristique :

- de préparer et mettre en œuvre la politique touristique du département, intégrant le développement du tourisme durable,
- d'accompagner le développement de l'offre et des territoires en matière touristique,
- d'assurer et de renforcer les missions d'ingénieries,
- de piloter l'observation de l'économie touristique départementale,
- de coordonner des actions stratégiques à l'échelle départementale, notamment en inscrivant le territoire dans des démarches partenariales avec des territoires voisins, avec l'échelon régional ou encore dans le cadre de programmes nationaux ou européens (voire au-delà le cas échéant)
- d'être associé aux décisions en matière de développement des hébergements, équipements de loisirs ou de tout autre équipement à vocation touristique,
- de contribuer à assurer, au niveau du département, l'élaboration, la promotion, l'aide à la mise en place d'offres touristiques et à la commercialisation,
- de mettre en mouvement la recherche d'investisseurs ciblée.

C/ Animation et marketing territorial :

- d'élaborer et mettre en œuvre la stratégie et les outils de promotion du territoire,
- de mettre en place des actions de promotion au niveau national,
- d'écrire, et animer une stratégie de marketing territorial et faire de l'Yonne une marque,
- d'assurer l'animation du Club des Partenaires, réseau constitué,
- de créer, piloter et animer des clubs et têtes de réseaux,
- de porter et animer le cas échéant la marque territoriale,

- d'assurer en tant qu'opérateur le pilotage et la gestion d'équipements, de démarches.

D/ Observation et analyse :

- d'élaborer et mettre en œuvre la stratégie et les outils de recueil et d'analyse des données d'attractivité touristique, résidentielle et économique,
- de piloter la mise en place d'un véritable observatoire de l'attractivité du territoire dans une logique forte de coopération et de mutualisation et dont l'objet sera notamment de mettre à la disposition des partenaires une analyse à flux tendu d'indicateurs d'évaluation de l'attractivité (résidentielle, touristique, promotionnelle etc.) du territoire.
- de proposer des outils innovants de mesures et de restitution des résultats, en veillant à la plus-value apportée aux adhérents et aux territoires.

2/ En matière de communication et de promotion :

- d'assurer la communication touristique afférente aux stratégies d'attractivité,
- d'assurer la promotion et la communication de la destination en lien avec les axes stratégiques du développement du territoire et de ses grands projets structurants,
- d'éventuellement apporter sa contribution, dans le cadre de conventions dédiées, à la communication institutionnelle, la communication à destination des usagers et la communication de crise,
- d'éventuellement apporter sa contribution, dans le cadre de conventions dédiées, à la gestion de la politique de communication interne dans une logique de « marque employeur ».

Plus généralement, l'Agence d'Attractivité pourra accomplir toutes les opérations présentant un intérêt général pour ses actionnaires compatibles et se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

II. Avantages pour la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne

1. **Accès à une expertise renforcée en développement touristique,** et notamment s'agissant de l'ingénierie et de la promotion, avec un travail de coopération renforcé notamment avec les Offices de tourisme.
2. **Mise à disposition d'une mission "Hospitalité"** avec une approche coordonnée de l'attractivité résidentielle, incluant notamment la création d'un service de conciergerie départementale pour accompagner les EPCI et communes du territoire dans la recherche, l'accompagnement et la fidélisation de nouveaux habitants.
3. **Effet levier sur les financements** et rationalisation des dépenses, en bénéficiant des ressources et compétences de la SPL sans besoin de structure additionnelle.
4. **Participation à une gouvernance adaptée**, avec une représentation directe au conseil d'administration pour contribuer aux décisions stratégiques.
5. **Mise en place d'un maillage territorial efficace** en participant activement aux actions de promotion et de développement coordonnées avec les autres collectivités.

III. Cadre juridique et gouvernance de la SPL

Constituée sous forme de Société Publique Locale conformément à la loi n°2010-559, la SPL « Agence d'Attractivité de l'Yonne » dispose d'un capital social réparti exclusivement entre collectivités territoriales. Le conseil d'administration, composé de représentants de chaque actionnaire, assure la gestion stratégique de la société en lien avec une Assemblée Générale et un Comité consultatif des professionnels.

Délibération DEL26-07-15

Objet : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE : Intégration de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne au capital de la SPL « Agence d'attractivité de l'Yonne »

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.1531-1 et suivants,

Vu les statuts de la SPL « Agence d'Attractivité de l'Yonne »,

Vu les statuts de la Communauté de communes et notamment son article 5,

Considérant l'intérêt de renforcer l'attractivité du territoire en matière de développement économique, touristique et de promotion territoriale,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE l'intégration de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne en tant qu'actionnaire de la SPL « Agence d'Attractivité de l'Yonne » et le projet de statuts annexé à la présente délibération ;

APPROUVE la participation de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne au capital social de la SPL à hauteur de 1 705 €, correspondant à 25 actions d'une valeur nominale de 68,20 € chacune ;

DIT que les crédits sont prévus au Budget Primitif 2026, chapitre 26 ;

DÉSIGNE Pascal VOVOS en qualité de représentant de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne au sein du Conseil d'administration de la SPL « Agence d'Attractivité de l'Yonne » ;

RAPPELLE que le Président de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne représente de droit la collectivité à l'Assemblée générale de la SPL ;

CHARGE le Président de tout acte en ce sens.

5.2. Diagnostic archéologique préventif sur les parcelles de Fouchères, Villeneuve la Dondagre et Subligny

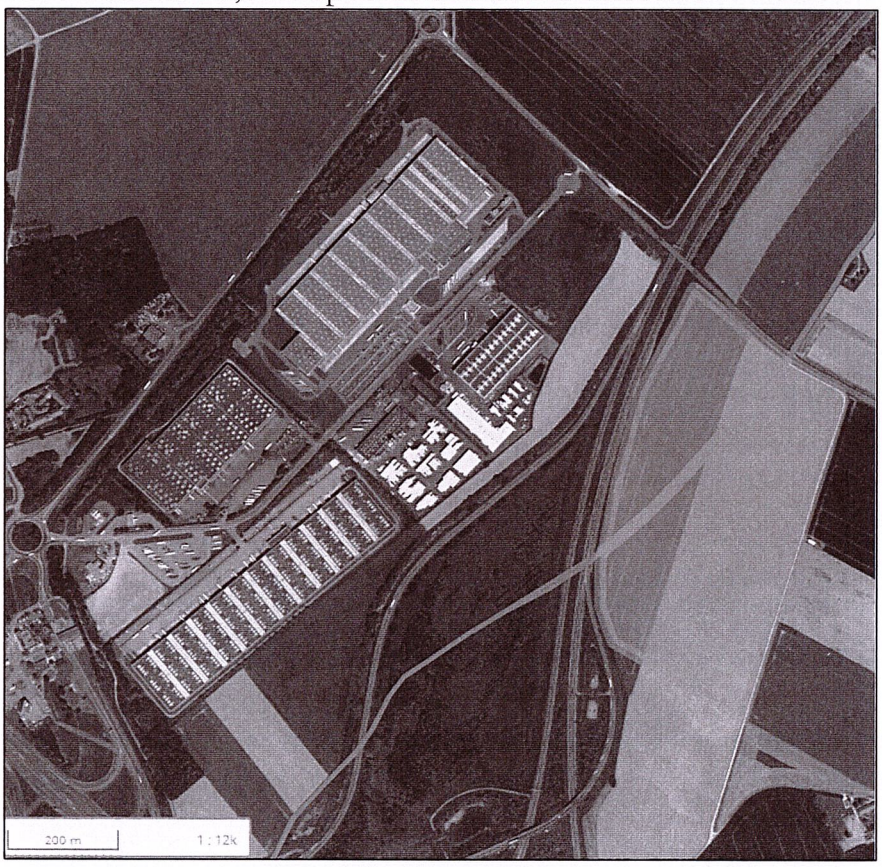
DIRECTION : Direction générale
SERVICE : Développement économique
RAPPORTEUR ELU : Jean-François CHABOLLE
RAPPORTEUR SERVICE : Nathalie DESAULTY

SYNTHESE : Il est proposé de permettre au Président de signer le formulaire de demande de diagnostic archéologique pour la ZA Sud Gâtinais.

Dans le cadre du développement économique du territoire, la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne souhaite engager la création d'une future zone d'activités à proximité de la ZA Sud Gâtinais. Le diagnostic archéologique concernerait les parcelles suivantes :

- **Savigny-sur-Clairis** : ZD 102 – 63 774 m² = 6,4 ha
- **Piffonds** : YC 34 – 149 137 m² = 14,9 ha

Soit un total de 21,3 ha représentés en bleu ci-dessous.

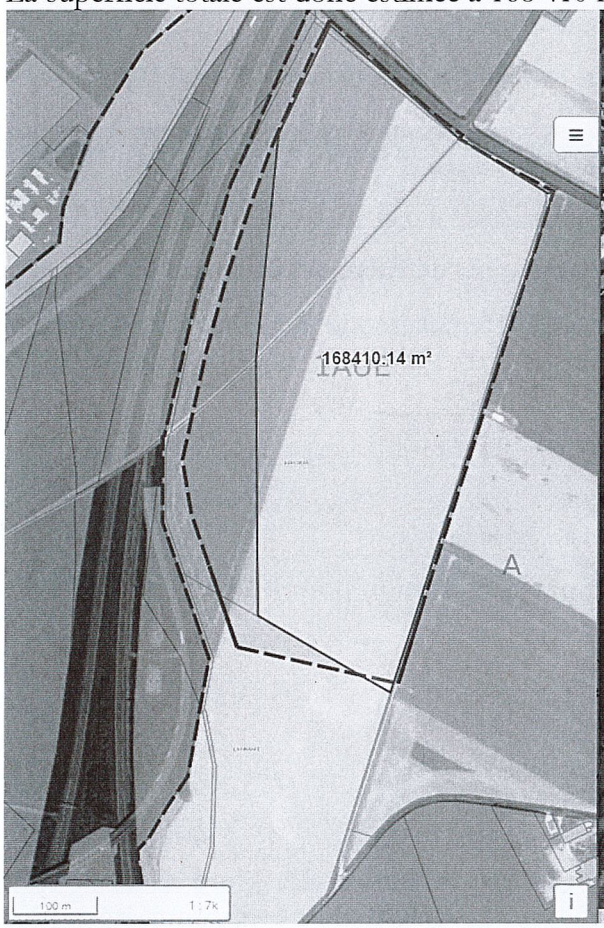


X'MAP

Un diagnostic archéologique anticipé est nécessaire pour évaluer le potentiel archéologique des parcelles concernées avant tout aménagement. Ce diagnostic, réalisé par l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP), consiste en l'ouverture de tranchées représentant environ 10% de la surface totale des terrains. Il permet de sécuriser les projets d'aménagement en identifiant d'éventuels vestiges archéologiques.

Par courrier du 29 avril 2026, la DRAC a informé la CCGB que l'emprise des projets économiques est située dans un environnement riche en vestiges archéologiques, à proximité immédiate de sites antiques et alto-médiévaux documentés à l'occasion des travaux de l'A19. Une partie du terrain en jaune de 42 210 m² a déjà bénéficié de mesures d'archéologie préventive pendant ces travaux. Par conséquent, la présente demande repose sur une surface de 170 274 m² dont il convient d'exclure

également le recul obligatoire par rapport à l'autoroute zoné A dans le PLUi-2024. La superficie totale est donc estimée à 168 410 m².



Plan issu de X'MAP



Plan issu du courrier de la DRAC

Le coût du diagnostic est fixé à 0,69 € TTC par mètre carré, conformément à l'arrêté du
23 décembre 2025 portant fixation du taux de la redevance d'archéologie préventive, payable au moment de la réalisation du diagnostic. Le coût total estimé serait donc de 116 202,90 € TTC.
Cette démarche permettra de sécuriser le projet de zone d'activités et de respecter les obligations légales en matière d'archéologie préventive.

Délibération DEL26-07-16

Objet : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE : Diagnostic archéologique préventif sur les parcelles de Fouchères, Villeneuve la Dondagre et Subligny

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code du patrimoine, notamment ses articles L. 521-1 et suivants relatifs à l'archéologie préventive, et notamment en application du II de l'article L. 524-7 et de l'article R. 523-14,

Vu les statuts de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne, et notamment son article 5,

Vu la nécessité de réaliser un diagnostic archéologique anticipé sur les parcelles ZD 102 à Savigny-sur-Clairis de 63 774 m² et YC 34 à Piffonds de 149 137 m², dans le cadre du projet de création d'une zone d'activités,

Vu le courrier du Service régional de l'archéologie en date du 29 avril 2026,

Considérant que ce diagnostic est indispensable pour sécuriser le projet d'aménagement et respecter les obligations légales,

Considérant que le coût du diagnostic est fixé à 0,69 € par mètre carré,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

AUTORISE le Président à signer le formulaire de demande de diagnostic archéologique anticipé pour les parcelles listées ci-dessus, pour un coût de 0.69 € par mètre carré ;

DIT que les crédits sont inscrits au budget primitif principal 2026, opération 2505 nouvelle zone Savigny/Piffonds ;

CHARGE le Président de tout acte en ce sens.

5.3. Promesse unilatérale d'achat par substitution pour les parcelles YT16J et YT16K à Fouchères

DIRECTION : Développement économique
SERVICE : Développement économique
RAPPORTEUR ELU : Jean-François CHABOLLE
RAPPORTEUR SERVICE : Guillaume WILLEMIN

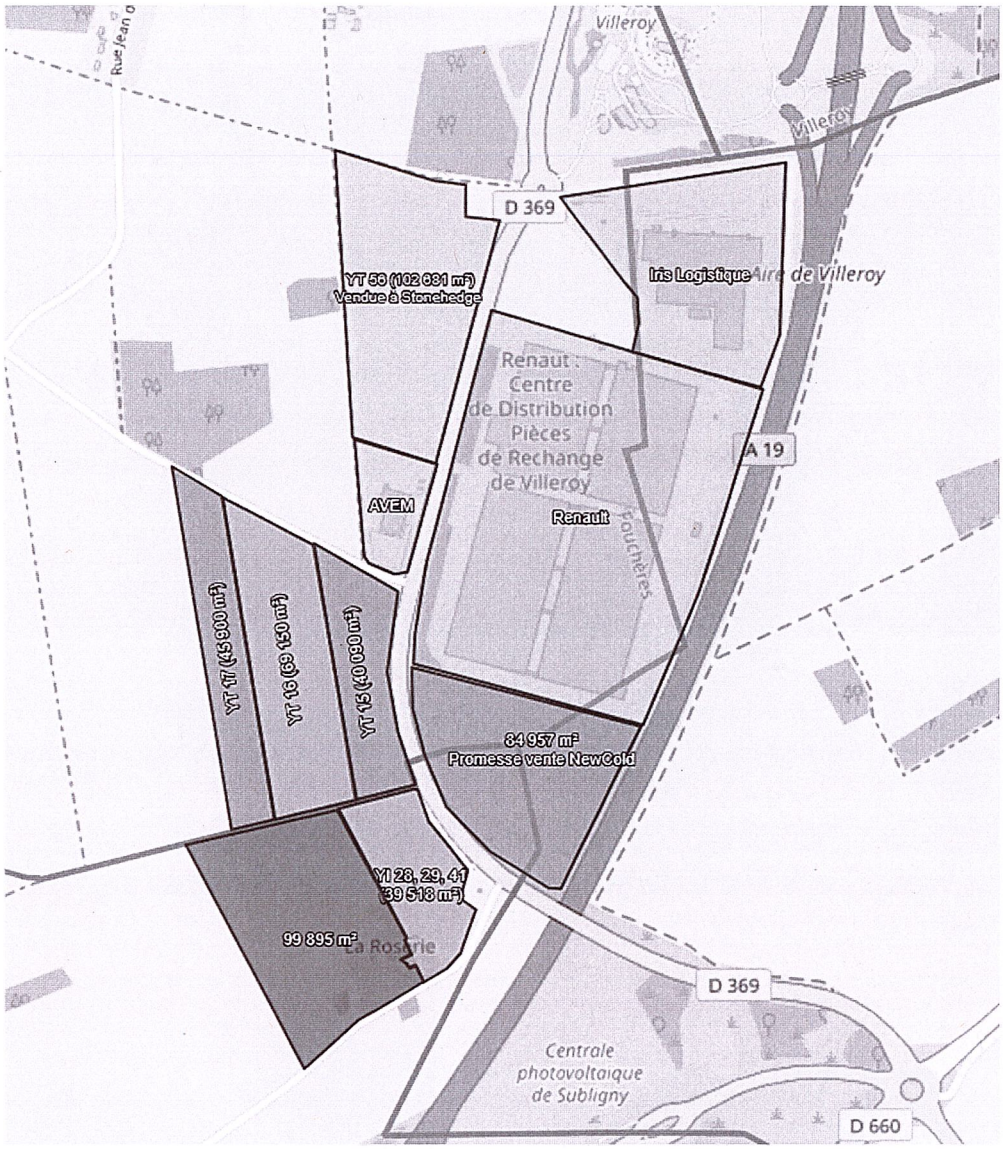
SYNTHESE : Pour l'aménagement de la future ZA Nord Gâtinais sur Fouchères et Villeneuve-la-Dondagre, la CCGB doit être propriétaire des parcelles. Par le biais de la Safer, la CCGB doit donc signer une promesse unilatérale d'achat concernant les parcelles YT 16J et YT 16K situées à Fouchères.

Dans le cadre du développement de ses zones d'activités économiques, la CCGB a confié à la SAFER la mission de constituer des réserves foncières nécessaires à ce projet d'agrandissement. Cette mise en réserve permet donc l'achat de parcelles. Ces parcellesYT16J et YT16K sont fléchées 1AUE dans le PLUi et ont donc vocation à intégrer la future zone d'activités du Gâtinais Nord. La CCGB s'et donc portée candidate à l'achat de ces parcelles.

Il est proposé au Conseil communautaire d'autoriser le Président à signer la promesse unilatérale d'achat par substitution avec le propriétaire des parcelles YT16J et YT16K. La superficie totale est de 6 ha 91 a 50 ca, pour un montant total de 276 600 € TTC, auquel il convient d'ajouter les frais d'acte notarié et la rémunération due à la SAFER de 29 850€ TTC.

La date prévisionnelle de signature de l'acte de vente est fixée au 31/12/2026. Les parcelles sont actuellement louées par bail rural. Le bien étant occupé, une indemnité sera due au fermier en place, Mr TOURTE Jean Roland, par l'acquéreur pour un montant de 28 462,14 € à la signature de l'acte de vente.


Iris Logistique
Aire de Villeroy
Renaut :
Centre
de Distribution
Pièces
de Rechange
de Villeroy
Fruitiers
YT 16
D 369
A 19
YI 28, 29, 41
Vieux Chemin de la Ruelle
La Rose
D 369
1 : 11k



Légende :

- Vendu
- Promesse de vente en cours
- A acquérir
- Déjà acheté
- Promesse d'achat

Délibération DEL26-07-17

Objet : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE : Promesse unilatérale d'achat par substitution pour les parcelles YT16J et YT16K à Fouchères

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5211-1 et suivants relatifs aux compétences des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) en matière de développement économique,

Vu les statuts de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne, et notamment son article 5,

Vu la convention de concours technique signée le 14 avril 2020 entre la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne et la SAFER Bourgogne Franche-Comté,

Vu le projet de promesse unilatérale d'achat par substitution pour les parcelles YT16J et YT16K, situées à Fouchères, d'une superficie totale de 6 ha 91 a 50 ca pour un montant total de 276 600 € TTC, auquel il convient d'ajouter les frais d'acte notarié, la rémunération due à la SAFER de 29 850 € TTC et une indemnité de 28 462,14 € qui sera due au fermier en place, Mr TOURTE Jean Roland, à la signature de l'acte de vente ;

Considérant les besoins de maîtrise foncière de la Communauté de communes sur les parcelles YT16J et YT16K situées à Fouchères dans le cadre de son développement économique,

Considérant le projet d'agrandissement de la zone d'activités économiques du Gâtinais Nord,

Considérant que la mise en réserve foncière par la SAFER permet de sécuriser les parcelles nécessaires à l'extension de la zone d'activités économiques,

Considérant que l'acquisition des parcelles YT16J et YT16K, d'une superficie totale de 6 ha 91 a 50 ca, est essentielle pour la réalisation du projet d'agrandissement,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Président de la CCGB à signer la promesse unilatérale d'achat par substitution pour les parcelles YT16J et YT16K, situées à Fouchères, d'une superficie totale de 6 ha 91 a 50 ca pour un montant total de 276 600 € TTC, auquel il convient d'ajouter les frais d'acte notarié, la rémunération due à la SAFER de 29 850 € TTC et une indemnité de 28 462,14 € qui sera due au fermier en place, Mr TOURTE Jean Roland, à la signature de l'acte de vente ;

MANDATE le notaire instrumentaire de la SAFER, Maître Isabelle GALLOIS - VANDECANDELAERE, 2 boulevard Voltaire, 77 370 NANGIS

DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2026 du budget principal, article 2111, opération 2403 ;

CHARGE le Président de tous actes en ce sens.

Vote : 1 abstention (Laurent BOULMIER) ; Contre : 0 ; Pour : 32.

5.4. Promesse unilatérale d'achat par substitution pour les parcelles YI 28, YI 29 et YI 41 à Villeneuve la Dondagre

DIRECTION : Développement économique
SERVICE : Développement économique
RAPPORTEUR ELU : Jean-François CHABOLLE
RAPPORTEUR SERVICE : Guillaume WILLEMIN

SYNTHESE : Pour l'aménagement de la future ZA Nord Gâtinais sur Fouchères et Villeneuve-la-Dondagre, la CCGB doit être propriétaire des parcelles. Par le biais de la Safer, la CCGB doit donc signer une promesse unilatérale d'achat concernant les parcelles YI 28, YI 29 et YI 41 situées à Villeneuve la dondagre.

Dans le cadre du développement de ses zones d'activités économiques, la CCGB a confié à la SAFER la mission de constituer des réserves foncières nécessaires à ce projet d'agrandissement. Cette mise en réserve permet donc l'achat de parcelles. Ces parcelles YI 28, YI 29 et YI 41 sont fléchées 1AUE dans le PLUi et ont donc vocation à intégrer la future zone d'activités du Gâtinais Nord. La CCGB s'et donc portée candidate à l'achat de ces parcelles.

Il est proposé au Conseil communautaire d'autoriser le Président à signer la promesse unilatérale d'achat par substitution avec le propriétaire des parcelles YI 28, YI 29 et YI 41. La superficie totale est de 3 ha 95 a 18 ca, pour un montant total de 195 414,00 € € TTC, auquel il convient d'ajouter les frais d'acte notarié et la rémunération due à la SAFER de 21 100 € TTC.

La parcelle YI 28 contient un bâtiment agricole de plus de 5 ans. La prise de possession de ce bâtiment ne pourra se faire qu'à compter du 01/06/2028.

La date prévisionnelle de signature de l'acte de vente est fixée au 31/12/2026. Les parcelles sont actuellement louées par bail rural. Les biens étant occupés, une indemnité sera due au fermier en place Mr TOURTE Jean-Roland, par l'acquéreur, pour un montant de 16 285,60 € à la signature de l'acte de vente.

Délibération DEL26-07-18

Objet : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE : Promesse unilatérale d'achat par substitution pour les parcelles YI 28, YI 29 et YI 41 à Villeneuve la Dondagre

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5211-1 et suivants relatifs aux compétences des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) en matière de développement économique,

Vu les statuts de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne, et notamment son article 5,

Vu la convention de concours technique signée le 14 avril 2020 entre la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne et la SAFER Bourgogne Franche-Comté,

Vu le projet de promesse unilatérale d'achat par substitution pour les parcelles YI 28, YI 29 et YI 41, situées à Villeneuve la Dondagre, d'une superficie totale de 3 ha 95 a 18 ca pour un montant total de 195 414,00 € € TTC, auquel il convient d'ajouter les frais d'acte notarié, la rémunération due à la SAFER de 21 100 € TTC et une indemnité de 16 285,60 € qui sera due au fermier en place, Mr TOURTE Jean-Roland, à la signature de l'acte de vente ;

Considérant les besoins de maîtrise foncière de la Communauté de communes sur les parcelles YI 28, YI 29 et YI 41 situées à Villeneuve la dondagre dans le cadre de son développement économique,

Considérant le projet d'agrandissement de la zone d'activités économiques du Gâtinais Nord,

Considérant que la mise en réserve foncière par la SAFER permet de sécuriser les parcelles nécessaires à l'extension de la zone d'activités économiques,

Considérant que l'acquisition des parcelles YI 28, YI 29 et YI 41, d'une superficie totale de 3 ha 95 a 18 ca, est essentielle pour la réalisation du projet d'agrandissement,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

AUTORISE le Président de la CCGB à signer la promesse unilatérale d'achat par substitution pour les parcelles YI 28, YI 29 et YI 41, situées à Villeneuve la Dondagre, d'une superficie totale de 3 ha 95 a 18 ca pour un montant total de 195 414,00 € € TTC, auquel il convient d'ajouter les frais d'acte notarié, la rémunération due à la SAFER de 21 100 € TTC et une indemnité de 16 285,60 € qui sera due au fermier en place, Mr TOURTE Jean-Roland, à la signature de l'acte de vente ;

MANDATE le notaire instrumentaire de la SAFER, Maître Benjamin AUDEUX, 2 Rue de l'Eglise, 89140 SERGINES ;

DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2026 du budget principal, article 2111, opération 2403 ;

CHARGE le Président de tous actes en ce sens.

6. GESTION DES DÉCHETS

6.1. Présentation du rapport annuel 2025 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés

DIRECTION : Environnement
SERVICE : Déchets ménagers
RAPPORTEUR ELU : Philippe De NIJS
RAPPORTEUR SERVICE : Francis SODO

SYNTHESE : La Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne en charge du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés a l'obligation de présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés.

En 2025, la CCGB a réalisé une politique de gestion des déchets, basée sur la redevance incitative et des actions de prévention ciblées.

Les quantités d'ordures ménagères résiduelles (OMR) sont stables, atteignant 149 kg par habitant. Ce chiffre, inférieur à la moyenne rurale nationale (168 kg/hab) montre une réduction efficace, bien qu'un écart persiste avec les performances des collectivités en tarification incitative à 115 kg/hab.

La collecte des emballages se distingue par une quantité supérieure à la moyenne nationale (57 kg/hab), grâce à l'extension des consignes de tri et à l'impact induit de la tarification incitative. Le taux de refus de tri est stable à 22 %.

Il convient de souligner que les apports en déchèterie ont augmenté de 5 % avec la création de nouvelles filières dédiées aux déchets du BTP, notamment le bois de construction et le plâtre. Par ailleurs, les tonnages de déchets tout-venant ont diminué de 14 %.

Les initiatives de prévention comme le compostage individuel et partagé, les zones de réemploi en déchèteries et le défi zéro déchet contribuent à la réduction des déchets.

Plusieurs axes d'amélioration ont été identifiés : renforcer le réemploi, promouvoir le compostage, lutter contre le gaspillage alimentaire, ajuster la grille de tarification incitative et encadrer les apports professionnels.

Délibération DEL26-07-19

Objet : DECHETS MENAGERS : rapport annuel 2025 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Écologique pour la Croissance Verte,

Vu la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la Lutte contre le Gaspillage et à l'Economie Circulaire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L 2224-5, D2224-5,

Vu le décret n° 2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets,

Vu les statuts de la CCGB, et en particulier son article 5,

Vu le rapport annuel 2025 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés, établi par les services de la CCGB,

Considérant que ce rapport présente les indicateurs techniques et financiers du service (tonnages collectés, ratios par habitant, coûts, modes de gestion, performance de tri, actions de prévention et autres),

Considérant qu'il permet d'assurer une information transparente aux élus et aux usagers sur la gestion du service public des déchets,

Considérant qu'il est transmis pour information aux communes membres de la CCGB et mis à disposition du public conformément à la réglementation,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

ADOPTE le rapport 2025 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés tel qu'annexé à la présente délibération ;

AUTORISE le Président à le signer ;

CHARGE le Président de notifier ce rapport à toutes les communes bénéficiant du service qui devront délibérer sur ce rapport avant le 31 décembre 2026 ;

CHARGE le Président à effectuer tout acte en ce sens.

7. URBANISME – PLANIFICATION

7.1. Approbation de la procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)

DIRECTION : Direction générale
SERVICE : Urbanisme
RAPPORTEUR ELU : Christian DESCHAMPS
RAPPORTEUR SERVICE : Nathalie DESAULTY

SYNTHESE : Il est proposé d'approuver la procédure de modification simplifiée n°2 du PLUi de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne.

Le PLUi approuvé le 12 avril 2024, modifié le 13 décembre 2024, a fait l'objet d'une nouvelle modification simplifiée n°2 prescrite par arrêté le 26 novembre 2025. Les modifications sont mineures et portent sur :

- des erreurs matérielles diverses sur des parcelles déjà bâties ;
- des corrections du règlement littéral ;
- les remarques du contrôle de légalité sur la modification simplifiée n°1.

Les Personnes Publiques Associées (PPA) ont été consultées en janvier 2026. Seul le Préfet a rendu un avis (favorable avec des remarques cf. annexe).
La concertation par la mise à disposition au public du dossier s'est tenue du 10 mars au 9 avril 2026. Toutes les modalités fixées par délibération du 27 février 2026 ont été accomplies. Les administrés ont pu s'exprimer. Seuls deux avis retournés, un qui n'a pas trait à la présente procédure et le second qui interroge sur la faisabilité des règles du secteur Nj.

Délibération DEL26-07-20

Objet : URBANISME – PLANIFICATION : Approbation de la procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-36 à L.153-48 et R153-20 et R153-21 version en vigueur du 12 mars 2023 au 26 mai 2026,

Vu les statuts de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne et notamment son article 5,

Vu la délibération du Conseil communautaire n°DEL2024-04-03 du 12 avril 2024, approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal,

Vu la délibération du Conseil communautaire n°DEL2024-11-29 du 13 décembre 2024 approuvant la modification simplifiée n°1 du PLUi,

Vu l'arrêté du Président n°2025-96 du 26 novembre 2025 engageant la modification simplifiée n°2 du PLUi,

Vu l'avis favorable avec remarques du 28 janvier 2026 du Préfet de l'Yonne,

Vu la délibération 2026-02-08 en date du 27 février 2026, fixant les modalités de concertation du public,

Vu les observations du public émises lors de la mise à disposition au public entre le 10 mars et le 9 avril 2026,

Vu la commission d'urbanisme et du logement en date du 15 juin 2026,

Vu le dossier de présentation de la modification simplifiée n°2 du PLUi de la Communauté de Communes du Gâtinais en Bourgogne, non modifié après avis des personnes publiques associées et des observations du public, prêt à être approuvé,

Considérant que l'ensemble des avis des Personnes Publiques Associées et les observations du public ont été analysés et pris en compte sans bouleverser l'économie générale du document,

Considérant que le projet de modification simplifiée n°2 du PLUi est prêt à être approuvé,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE le dossier de modification simplifiée n°2 du PLUi tel qu'il est annexé à la présente délibération, ;

DIT que les crédits seront inscrits au budget primitif principal 2026, opération 1671 Modification du PLUi ;

CHARGE le Président de tout acte en ce sens.

Le Président rappelle que le PLUi est un document vivant et il fait appel aux communes pour réfléchir dès à présent aux éventuelles modifications à venir.

8. CULTURE

8.1. <u>École de musique, de danse et d'art dramatique : règlement intérieur</u>

DIRECTION : Direction générale
SERVICE : Culture
Rapporteur élu : Pascal VOVOS
Rapporteur service : François-Régis de CASABAN

Synthèse : Il est proposé d'adopter le règlement intérieur modifié de l'école de musique, de danse et d'art dramatique de la CCGB.

Le règlement intérieur de l'école de musique, de danse et d'art dramatique comportait un certain nombre de points qui ne sont plus d'actualité. Il est en effet envisagé de modifier plusieurs éléments pour mieux correspondre aux différents schémas nationaux régissant la culture.

Les principales modifications concernent les sujets suivants :

Travail entre départements

Il sera proposé à la commission en cours d'année d'envisager un travail plus approfondi entre les départements (vents, cordes, musiques actuelles, percussions) de façon à privilégier les pratiques communes.

Refonte des cycles

Aujourd'hui, le cycle 1 de l'enseignement musical est possible à partir de 5 ans. Or, les directives du ministère de la Culture indiquent clairement qu'un apprentissage si tôt n'est pas pertinent (sauf cas exceptionnel). C'est pourquoi il est proposé d'évoluer progressivement vers un alignement de l'école sur le mode de fonctionnement des autres (Joigny, Migennes…).

Les premières années seraient consacrées à des ateliers découverte des instruments ; chaque enfant devra avoir eu deux cours individuels de chacun de ceux-ci. Ceci leur permettra de ne plus choisir seulement le piano ou la guitare, mais d'élargir leurs connaissances.

L'entrée en cycle 1 se fera donc, sauf cas exceptionnel décidé par l'enseignant, à partir de 8 ans, au moment où les enfants maîtrisent la lecture.

Enfin, il est également proposé de créer des cours en cycle 3 qui ne donneront pas lieu à remise de diplôme, l'école n'étant pas un conservatoire. Un partenariat avec le conservatoire de Sens est peut-être à envisager.

Théâtre

Il est proposé que le département théâtre de l'école soit réorganisé pour 2026-2027 selon le nouveau cadre inspiré du Schéma National d'Orientation Pédagogique Théâtre de 2023 et délivre des diplômes aux élèves ayant atteint ces trois niveaux :

- initiation
- parcours découverte
- cycle de formation (ce dernier niveau sera envisagé à la rentrée 2026)

A la différence de la situation actuelle (créneau pour les jeunes de 8-11 ans et de 12-17 ans), il est envisagé la possibilité d'avancer avec des camarades d'âge cohérent dans les niveaux Initiation et Parcours découverte. Ces deux niveaux seront donc présents lors des deux créneaux. Cette idée permettra :

- d'intégrer de grands débutants de tout âge
- aux tout jeunes élèves ayant des aptitudes particulières de continuer d'avancer avec des enfants de leur âge.

Délibération DEL26-07-21

Objet : CULTURE : École de musique, de danse et d'art dramatique : règlement intérieur

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne, et notamment son article 5,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

ADOPTE le projet de règlement intérieur de l'école de musique, de danse et d'art dramatique de la CCGB tel qu'annexé à la présente délibération ;

CHARGE le Président de tout acte en ce sens.

9. QUESTIONS DIVERSES

9.1. Projets de panneaux photovoltaïques à Savigny sur Clairis

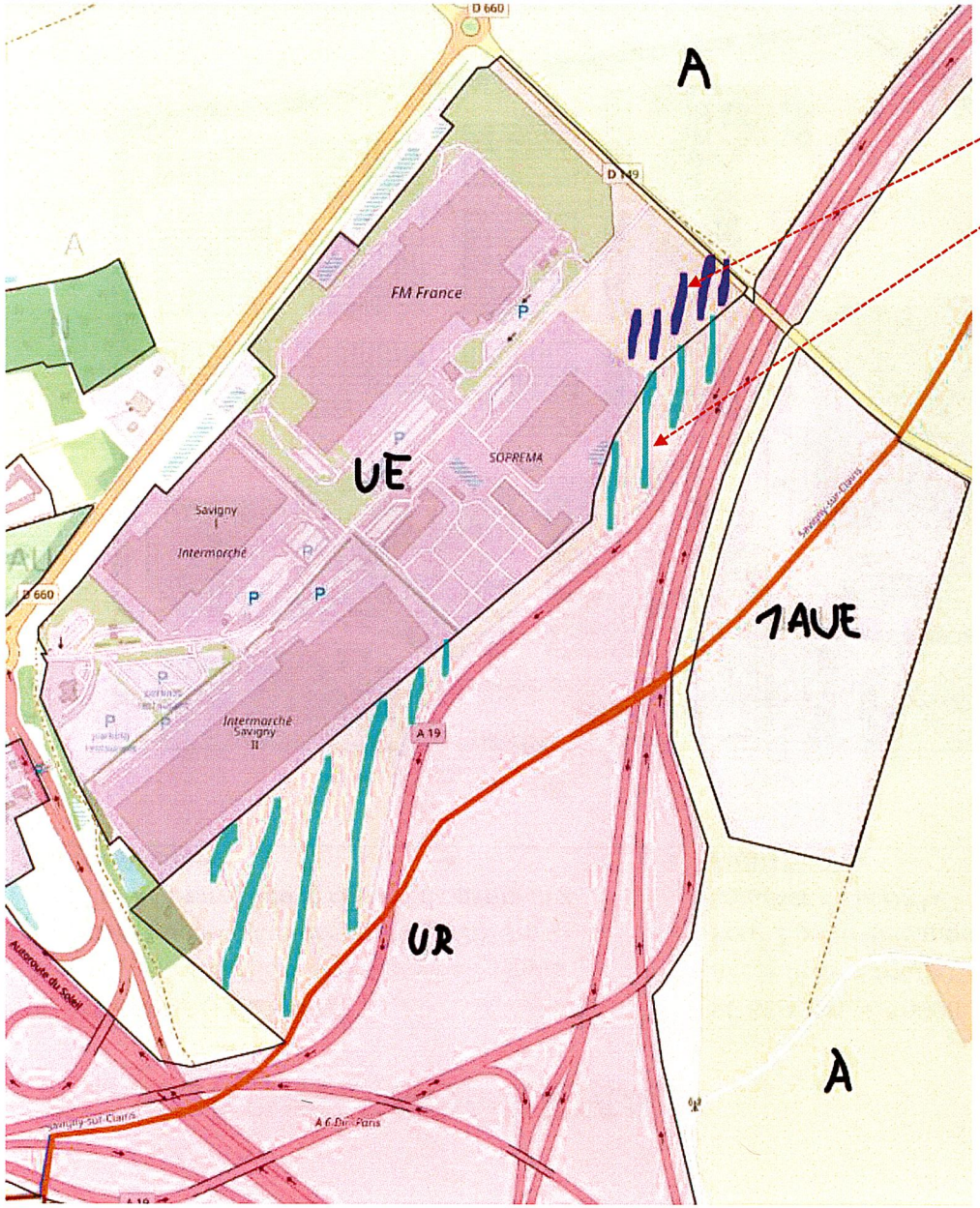
Voir annexe

Les projets de panneaux photovoltaïques au sol consomment à la fois de la terre agricole exploitée (projet SUN'R rejeté par la CDPENAF en juin) et de la surface classée en zone économique (comme le permis de construire accordé pour GREENBIRDIE au profit de l'entreprise de SOPREMA).

Il s'agit de modifier le règlement du PLUi dans les zones UE (économique) afin que les équipements EnR s'installent sur les espaces déjà occupés par des bâtiments, du stockage, des parkings, etc, et non pas sur des espaces nus susceptibles de recevoir de l'activité.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président remercie les élus et lève la séance.

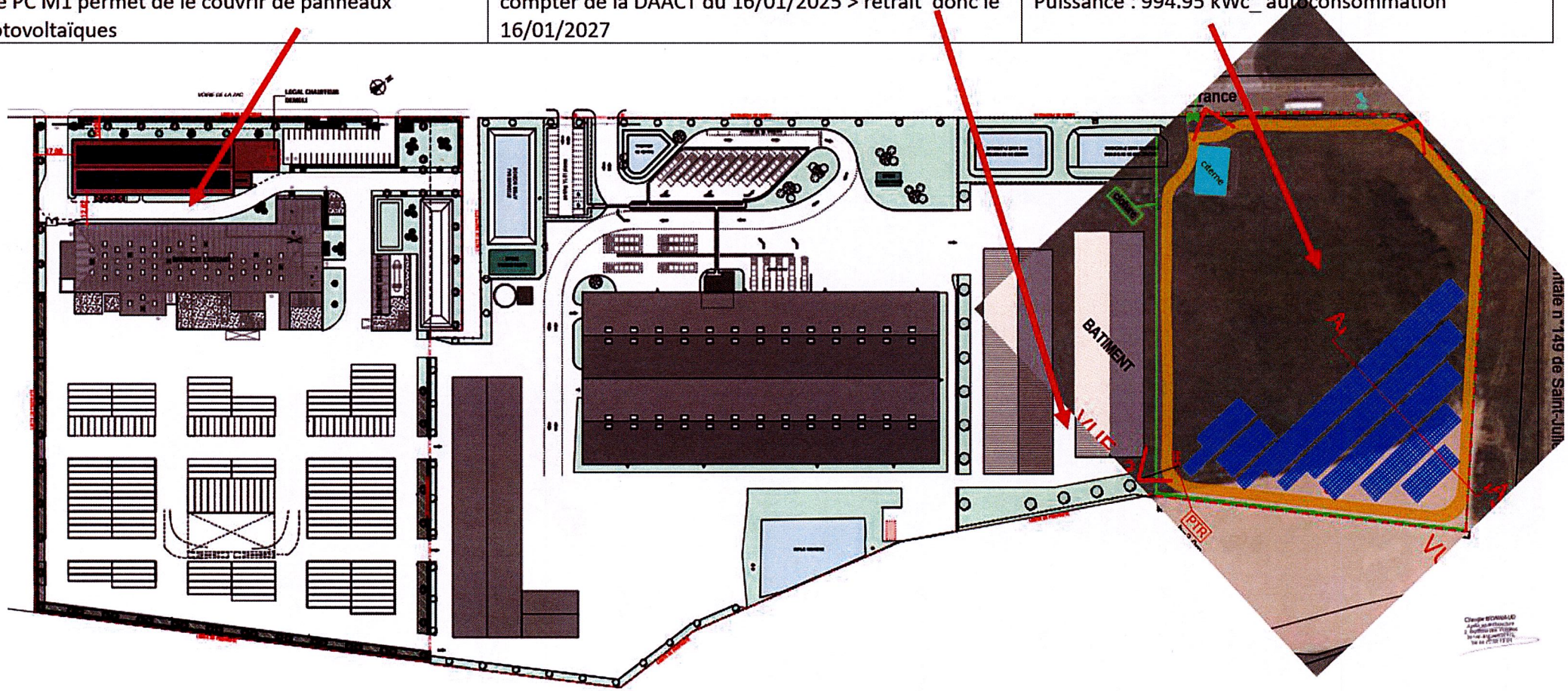
Le Président	Le secrétaire de séance
Jean-François CHABOLLE	Loïc BARRET
Maire de Vallery	Maire de La Belliole


D 660
A
D 149
FM France
P
UE
SOPREMA
Savigny
I
Intermarché
P
P
P
D 660
1AUE
Intermarché
Savigny
II
A 19
UR
A
Autoroute du Soleil
A 6 Dir. Paris


SOPREMA = Permis de construire pour 4 000 m²
APPR = Permis de construire Etat pour 10 ha
seudo Mercator
200 m
1 : 9k

PC HOLDING SOPREMA

PC 089 380 25 00007 et M1 Accordé le 08/09/2025 et ces prochains jours Pour construction d'un bâtiment de 2019m² Et le PC M1 permet de le couvrir de panneaux photovoltaïques	PC 089 380 24 T0006 et M1 Accordé le 03/06/2024 puis 28/08/2025 Pour 2 bâtiments modulables présents 24 mois à compter de la DAACT du 16/01/2025 > retrait donc le 16/01/2027	PC 089 380 25 00006 GREENBIRDIE Accordé le 10/07/2025 Centrale photovoltaïque sur 4320m² Puissance : 994.95 kWc_ autoconsommation



PC APRR par Sun'R

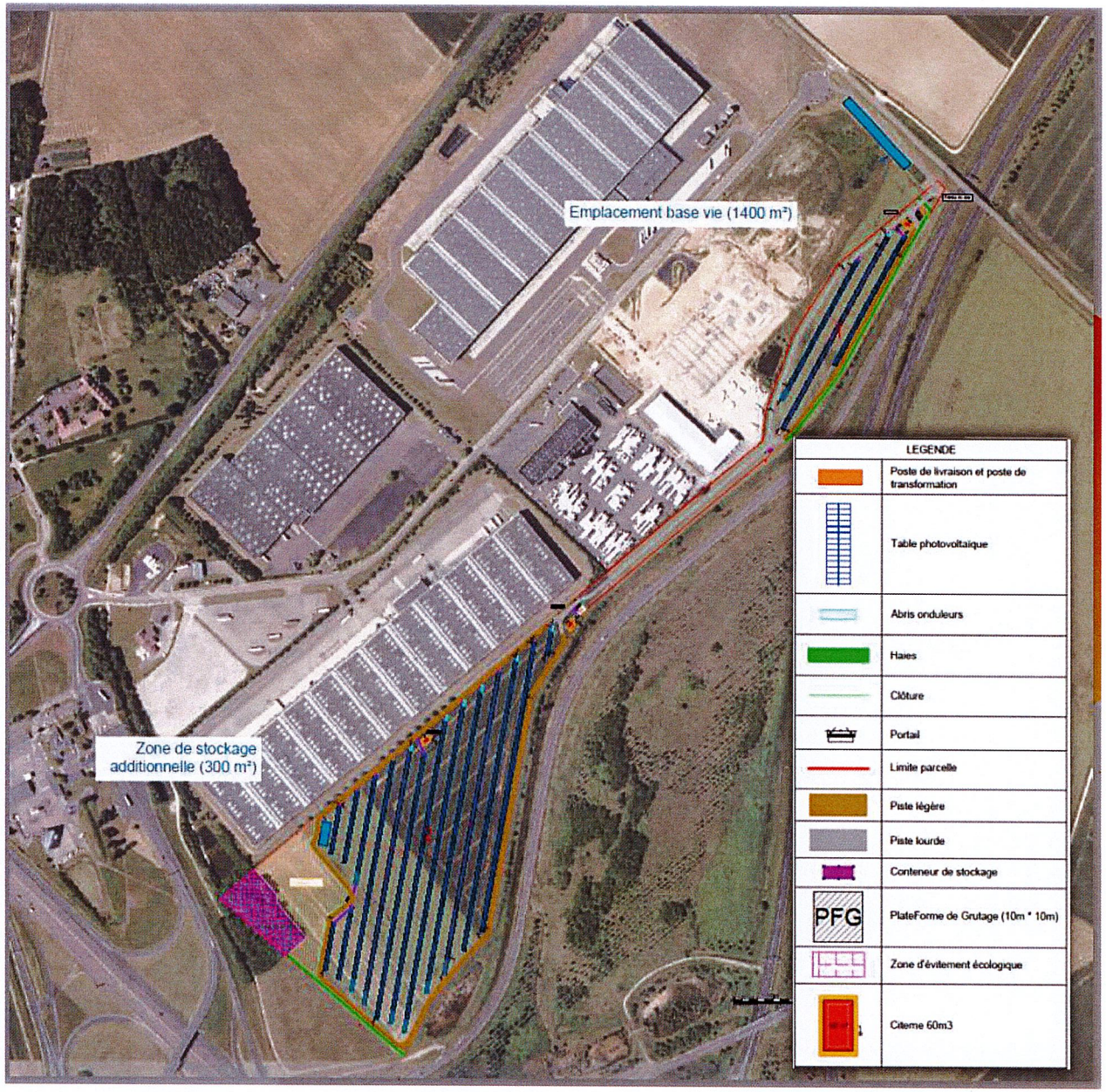
5,056 MWc puissance
7 619 MWh production annuelle
10,83 ha de surface clôturée
7 812 modules de 680 Wc

Maintien des 3 exploitants agricoles, mais en activité agricole de production fourragère

PV trackers > 19 m entre les rangs

Base de vie sur ZD118 et 202

Surface de compensation de zone humide sur site = 1 ha



Communauté de Communes du Gâtinais en Bourgogne
Liste des délibérations examinées

Séance du Conseil communautaire du 29 juin 2026

DEL 26-07-01 Règlement intérieur : adoptée à l'unanimité

DEL 26-07-02 Discussion sur le pacte de gouvernance : adoptée à l'unanimité

Charte élus/agents : projet de délibération reporté au Conseil du 25 septembre 2026

DEL 26-07-03 FINANCES : Commission Intercommunale des Impôts Directs (CIID) : adoptée à l'unanimité

DEL 26-07-04 MARCHÉS : Attribution du marché de travaux pour la réalisation d'un rond-point ZA Gâtinais Nord : adoptée à l'unanimité

DEL 26-07-05 MARCHÉS : Avenants avec les communes pour les Schémas Directeurs d'Adduction en Eau Potable : adoptée à l'unanimité

DEL 26-07-06 MARCHÉS : Avenants avec les communes pour les Schémas Directeurs d'Assainissement Collectif : adoptée à l'unanimité

DEL 26-07-07 ENFANCE JEUNESSE ET SPORT : École multisport : convention 2026-2027 avec GEMA 89 : adoptée à l'unanimité

DEL 26-07-08 ENFANCE JEUNESSE ET SPORT : Tarifs des prestations de services périscolaires pour 2026-2027 : adoptée à l'unanimité

DEL 26-07-09 ENFANCE JEUNESSE ET SPORT : Règlement intérieur 2026-2027 : adoptée à l'unanimité

DEL 26-07-10 ENFANCE JEUNESSE ET SPORT : Conventions de prestation de services avec le SIVOS NEG 2026-2029 : adoptée à l'unanimité

DEL 26-07-11 ENFANCE JEUNESSE ET SPORT : Conventions de prestation de services avec le SIVOS CESV 2026-2029 : adoptée à l'unanimité

DEL 26-07-12 ENFANCE JEUNESSE ET SPORT : Conventions de prestation de services avec la commune de Jouy 2026-2029 : adoptée à l'unanimité

DEL 26-07-13 ENFANCE JEUNESSE ET SPORT : Conventions de prestation de services avec le SIVOS de Courtoin, Domats, La Belliole, Savigny sur Clairis et Vernoy 2026-2029 : adoptée à l'unanimité

DEL 26-07-14 ENFANCE JEUNESSE ET SPORT : Conventions de prestation de services avec la commune de Montacher-Villegardin 2026-2029 : adoptée à l'unanimité

DEL 26-07-15 DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE : intégration au capital de la SPL « agence d'attractivité de l'Yonne » : adoptée à l'unanimité

DEL 26-07-16 DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE : diagnostic archéologique préventif sur les parcelles de Fouchères, Villeneuve la Dondagre et Subligny : adoptée à l'unanimité

DEL 26-07-17 DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE : promesse unilatérale d'achat par substitution pour les parcelles YT16J et YT16K à Fouchères : adoptée avec 1 abstention (Laurent BOULMIER) et 32 voix

DEL 26-07-18 DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE : promesse unilatérale d'achat par substitution pour les parcelles YI28, YI29 et YI41 à Villeneuve la Dondagre : adoptée à l'unanimité

DEL 26-07-19 GESTION DES DECHETS : Rapport annuel 2025 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés :
adoptée à l'unanimité

DEL 26-07-20 URBANSIME-PLANIFICATION : approbation de la procédure de modification simplifiée n°2 du PLUi : approuvée à l'unanimité

DEL 26-07-21 CULTURE : école de musique, de danse et d'art dramatique : règlement intérieur : approuvée à l'unanimité.

Présents : Dominique JEULIN, Philippe DE NIJS, Lilian DESMETTRE, Christian BENARD, Christine AITA, Christelle NOLET, Antoine MOLLET, Christian DESCHAMPS, Bernadette DOUBLET, Frédéric NIESING, Laurent BOULMIER, Nadia LEITUGA, Loïc BARRET, Estelle ROGER, Fred JEAN-CHARLES, Béatrice HIMBRECHTS, Pascal REGNARD, Virginie LUCAS-MICAT, Pascal ANICA, Jérôme LORET, Bruno CHEMIN, Fabrice BOUILLE, Pascal VOVOS, Bruno COUARD, Gilbert GREMY, Jean-François CHABOLLE, Annie AMBERMONT, Frédéric BOURGEOIS, Marcel MILACHON, Patrick PELISSIER, Jean-François ALLIOT, Pierre-Eric MOIRON, Corinne PASQUIER.

Présents : Alain ARNAULT, Philippe DE NIJS, Christian BENARD, Christine AITA, Jean-Loup COUTURIER, Christelle NOLET, Christian DESCHAMPS, Bernadette DOUBLET, Frédéric NIESING, Laurent BOULMIER, Nadia LEITUGA, Loïc BARRET, Estelle ROGER, Fred JEAN-CHARLES, Béatrice HIMBRECHTS, Pascal REGNARD, Virginie LUCAS-MICAT, Jérôme LORET, Bruno CHEMIN, Fabrice BOUILLE, Pascal VOVOS, Bruno COUARD, Gilbert GREMY, Jean-François CHABOLLE, Annie AMBERMONT, Marcel MILACHON, Patrick PELISSIER, Jean-François ALLIOT, Pierre-Eric MOIRON.
Absents ayant donné pouvoir : Laurent ALBERT ayant donné pouvoir à Alain ARNAULT, Antoine MOLLET ayant donné pouvoir à Christelle NOLET, Pascal ANICA ayant donné pouvoir à Jérôme LORET, Frédéric BOURGEOIS ayant donné pouvoir à Jean-François CHABOLLE.

Date de mise en ligne : 01/07/2026

Auteur : Jean-François CHABOLLE, Président de la CC du Gâtinais